

## Migrants. Les travailleurs sociaux débordés

 Publié le 12 mars 2017

*Les travailleurs sociaux intervenant dans les services publics ou associatifs du Pays de Brest, qui accueillent et prennent en charge des personnes en exil, migration et asile, déplorent « un manque de moyens ».*

Dans une lettre ouverte signée par la CGT santé privé (Agehb - Coallia - Don Bosco) et des syndiqués CGT du conseil départemental, les travailleurs sociaux oeuvrant auprès des migrants tirent la sonnette d'alarme. Ils se disent « débordés face à la multitude des demandes et au manque de moyens humains et matériels ». Ils regrettent « l'absence de concertation qui empêche de travailler avec sérénité et professionnalisme ». Des difficultés qui leur font dire : « Nous sommes en souffrance au travail ». Selon eux, le besoin de prises en charge s'est accru depuis quelque temps « et se révèle supérieur aux moyens mis en oeuvre. Ces interventions se révèlent très chronophages. Des difficultés à comprendre certaines demandes du fait de la barrière de la langue. L'échange est alors très compliqué pour la constitution des différents dossiers et pour certaines démarches ».

### « Épuisement »

La liste des dysfonctionnements est longue. « Au quotidien, il apparaît un flou très important concernant les cadres d'intervention. Qui fait quoi ? Comment ? Pourquoi ? Cette confusion crée des tensions importantes et génère un épuisement professionnel grandissant. La situation devient insupportable pour notre travail d'accueil et de suivi à Brest ». Mais ce n'est pas tout. Les locaux sont souvent jugés inadaptés. Et les délais de réponse, pour la prise en charge des soins, les mises à l'abri, ou le premier rendez-vous nécessaire au dépôt d'une demande d'asile, sont également pointés du doigt.

### La question des moyens

Devant ces constats, les travailleurs sociaux demandent à leurs directions et aux élus une réunion politique, à l'échelle de la ville, avec les acteurs de terrain de l'action sociale concernés par l'accueil et la prise en charge de personnes en exil, « afin de mettre en place les moyens adéquats face à ces constats, de mieux coordonner les interventions ». Ils souhaitent aussi « l'organisation de rencontres trimestrielles invitant tous les acteurs des services concernés ; l'augmentation des moyens humains pour les services qui accueillent les personnes en grande précarité ainsi qu'un soutien psychologique renforcé pour les salariés ; des conditions de travail respectueuses des valeurs de chacun et qui sont la base de nos métiers (dignité, humanisme, solidarité) ; la mise en place d'une permanence de l'Office français de l'immigration et de l'intégration à Brest (afin d'économiser des bons de transport et de gagner du temps et de l'énergie) ».

Retrouvez plus d'articles

Migrants

Brest